

Une marche de 100 000 exclus pour la vie

Étienne Godinot, membre du Mouvement pour une alternative non-violente

La question de l'alimentation est une des plus graves qui se posent aujourd'hui à l'humanité. Olivier de Schutter et Pierre Rabhi ¹ tirent la sonnette d'alarme : sols détruits par l'érosion, pratiques agronomiques préjudiciables à la vitalité biologique, eau polluée et insalubre, 60 % du patrimoine semencier constitué par l'humanité depuis 10 000 ans déjà perdus au profit des hybrides et des OGM, affectation des sols après déforestation à la production d'agrocarburants, disparition des insectes pollinisateurs, etc. En 60 ans, l'efficacité énergétique de l'agriculture industrielle a été divisée par deux. L'agriculture moderne (carburant des engins agricoles, engrais, transports) repose totalement sur le pétrole, ressource en voie d'épuisement. Sauf réaction rapide, la crise financière actuelle sera bientôt perçue comme une plaisanterie, comparée à la crise alimentaire qui ne cesse de prendre de l'ampleur.

L'agriculture biologique, intensive en main d'œuvre, l'est aussi en connaissances : elle repose sur les échanges entre paysans, elle les érige en experts. Elle a sa source dans ces lieux d'expérimentation que sont les champs, les serres, potagers, les vergers. Elle peut renforcer la capacité des paysans les plus marginaux à se nourrir. Elle garantit mieux la sécurité alimentaire à long terme. Elle renforce la place de paysans dans le système de la production agricole dont ils sont si souvent devenus des agents d'exécution.

La moitié des habitants de la planète sont agriculteurs dont les trois quarts travaillent encore uniquement à la main. Leur permettre de vivre dignement de leur travail est un enjeu majeur, pour que la violence ne soit pas la seule alternative de millions de pauvres, affamés, spoliés, corvéables et exilés vers les bidonvilles des grandes métropoles.

Beaucoup d'organisations travaillent à améliorer les pratiques culturelles respectueuses de l'environnement, à préserver et développer la biodiversité, à mettre en place des moyens d'irrigation sobres en eau, de stockage et des circuits de distribution. Mais l'alimentation n'est pas qu'un problème technique, elle est aussi un problème politique.

Jusqu'à 30 millions d'hectares de surfaces cultivées, l'équivalent de l'Italie, sont perdus chaque année, 10 millions du fait de la dégradation de l'environnement, 20 millions du fait de l'urbanisation. Les conséquences sont dramatiques pour des centaines de millions d'agriculteurs, de pêcheurs et de membres des populations indigènes. La terre, l'eau, les semences, les forêts, les minerais - biens communs de l'humanité - sont accaparés par les investisseurs avec l'assentiment des États ou dans leur impuissance. Chaque année, des investisseurs acquièrent plus de 40 millions d'hectares de terres arables. Partout sur la planète, exploitations minières ou forestières, grands barrages, zones touristiques, monocultures hyper-intensives d'exportation à base d'OGM ou production d'agrocarburants remplacent les cultures vivrières.

¹ Guide *L'agroécologie en pratiques* consultable sur www.agrisud.org.

Parallèlement, l'afflux sur les marchés du Sud de denrées alimentaires produites dans les pays riches avec d'énormes moyens mécaniques et massivement subventionnées génère une concurrence déloyale qui ruine les paysanneries locales.

Organisée en Inde en 2012 par le mouvement gandhien *Ekta Parishad*, la marche *Jan Satyagraha*² sera une action forte et emblématique. Dans sa dernière étape en octobre 2012, elle rassemblera 100 000 pauvres, sans terre, tribaux et Intouchables qui vont marcher pendant trente jours pour faire valoir leurs droits aux ressources vitales et à une vie dans la dignité.

Cette marche sera une opportunité historique de mettre en lumière les questions fondamentales de justice sur notre planète : partage des richesses, accès aux ressources naturelles, souveraineté alimentaire, place des plus démunis dans nos sociétés, rôle des femmes, mais aussi démocratie participative, responsabilités des sociétés multinationales et du système financier, choix d'un modèle de vie et de développement.

En 2012, des actions non-violentes (marches, sit-in, chaînes humaines, moments de silence, etc.) seront organisées sur plusieurs continents en lien avec la marche indienne, particulièrement entre le 2 octobre, journée internationale de la non-violence, et le 17 octobre, journée internationale de refus de la misère.

Les deux revendications présentées aux instances internationales (OMC, Union européenne, ONU, G 20, Banque mondiale, OCDE) seront :

- le droit d'accès des populations locales aux ressources naturelles (terre, eau, semences, forêts), ce qui implique le respect des législations existantes et leur renforcement par des mécanismes de régulation et de contrôle,
- la reconnaissance du droit à la souveraineté alimentaire comme supérieur aux droits du commerce.

Comme disait Winston Churchill, « mieux vaut prendre le changement par la main avant qu'il ne nous prenne par la gorge ».

Photo pour illustration : Une femme dans son champ travaille à la main

Commentaire : Culture du Quinoa (Bolivie). La moitié des habitants du monde sont agriculteurs, les trois quarts travaillent à la main



² Voir les sites Internet de *Gandhi International*, *Ekta Parishad*, *Ekta Europe*, *Ekta Genève*, *Solidarité*, *Jan Ouest*, *La Paix en marche*, *Ekta Canada*. La déclaration de solidarité avec la marche et la liste des premières organisations et personnalités signataires sont consultables sur www.gandhi2012.org